

# NON au TORINO LIONE

Samedi 19 mai 2018, la **marche populaire contre le Lyon Turin** a tenu toutes ses promesses. Dans une ambiance conviviale, des enfants aux grands-parents ont défilé de **Rosta à Avigliana**, communes de la basse vallée de Suse, lourdement impacts par les projets de lignes d'accès à grande vitesse.

**Dix mille** marcheurs italiens et français NoTAV ont manifesté pour réaffirmer une opposition massive au Lyon Turin ferroviaire et pour montrer leur détermination à **obtenir l'abandon de ce projet inutile** par leur volonté de voir l'argent public affecté à d'autres priorités.

Gilles Margueron, maire de **Villarodin-Bourget** et deux adjoints : Maryline Duval et Philippe Delhomme ont défilé avec leurs collègues italiens. Notre association **Vivre et Agir en Maurienne** était également présente avec une douzaine de personnes. Pour nous opposants Mauriennais, il est réconfortant de voir des **dizaines de maires italiens** avec leurs écharpes tricolores accompagner le cortège, dont Sandro Plano, maire de Susa et président l'Union montana della valle Susa. Ainsi, de Bardonnecchia jusqu'à Turin, ce sont **45 communes qui s'opposent au projet**. D'ailleurs, en décembre 2017, l'Unione montana della valle Susa (Communauté de communes de la Haute Vallée de Suse) a adressé un courrier au Conseil d'Orientation des Infrastructures français pour expliquer et réitérer son opposition à ces travaux. La différence avec le positionnement des élus locaux français est difficile à comprendre.

Cette journée s'est déroulée dans un contexte particulier avec l'attente de la composition du nouveau gouvernement italien. Dans le programme commun de gouvernement signé le 17 mai 2018, le Mouvement 5 étoiles et la Ligue s'engagent à « **rediscuter intégralement le projet en application de l'accord entre l'Italie et la France** ».

Pour alimenter la peur, la voix des promoteurs du Lyon Turin s'est immédiatement élevée pour menacer l'Italie de **pénalités financières** en cas d'abandon du projet. C'est **faux** : les deux états conservent sciemment une autonomie de décision et **la notion de pénalité est absente de tous les accords franco-italiens**.

De plus, l'article 16 de l'accord franco-italien de 2012 affirme que « **la disponibilité du financement sera un préalable au lancement des travaux** ». Or Madame Elisabeth Borne, Ministre des transports, a encore confirmé le 31 mars 2018 devant le Sénat que **le financement français du tunnel de base n'est pas disponible** et l'Italie a indiqué une disponibilité partielle de ce budget.

D'autre part, le projet global a été largement amendé, d'où notre recours devant le Conseil d'État. Les nouveaux **accès français et italiens au tunnel sont largement compromis**. Côté italien, en novembre le gouvernement a acté la fin de la Nouvelle Liaison Lyon Turin transformée en Mise à niveau de l'Axe Ferroviaire Lyon Turin et prévoit seulement l'aménagement de la ligne actuelle. Côté français, le **Conseil d'Orientation des Infrastructures**, en février 2018, **recommande l'utilisation de la voie existante** et le report d'un éventuel début des travaux à 2038.

Alors que la Transalpine (lobby pro Lyon Turin) et le gouvernement italien ont reconnu que le projet a été justifié par des **prévisions de trafics erronées et surévaluées**, de nouvelles prévisions de la section transfrontalière et son tunnel de base démontreraient l'inutilité du projet.

Lors de la réunion de conclusion, Gilles Margueron, Maire de **Villarodin-Bourget** a convié les participants italiens à un **événement d'opposition au Lyon Turin** qui se déroulera **en septembre 2018** sur sa commune. Les élus italiens et la foule y ont répondu avec enthousiasme. Rendez-vous est donc donné !